

RUE DA-URUNDI

Téléphone de Ruhengeri

P. V. N° 80

Transmis, le \_\_\_\_\_  
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,  
L'O.P.J.

## PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE : L'an mil neuf cent cinquante, un le vingt troisième jour  
du mois de mai

KABARIRA

Ruhengeri



7685

NOUS, CAUPIN. R. J. officier de Police judiciaire

à compétence général

Nous trouvant à Ruhengeri

Avons constaté que le nommé Ka Garira, fils de Rutubwa et de  
Nyaburaho, callier Gasanga sous chef Habano  
chef Mubera

PRÉVENU DE :  
indiscipliné au  
travail

Paraissait s'être rendu coupable de : indisciplin au travail -  
s. m. absente a abandonné le travail -

INFRACTION  
PRÉVUE ET  
PUNIE PAR :

article 48  
décret de  
26 mars 1922

faits prévus et punis par art. 48. Dec. 16.3.1922

T. S. V. P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 24 juillet la somme de : vingt francs

Quittance n° 20911 du 24 F. 23

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

~~à faire entre nos mains abandon des objets suivants :~~

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

..... Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

..... Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

~~D. I. remis le ..... au préjudicié .....~~

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

P.O.P.J.

*[Signature]*

RUE DA-URUNDI

Tenue de Bukuru

P. V. N° 31

Transmis, le  
à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

## PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE : L'an mil neuf cent cinquante, un le vingt troisième jour  
du mois de mai

**GATEMA**

NOUS, GAUPIN. R. J. officier de Police judiciaire

à compétence. général

Nous trouvant à Rukuru

Avons constaté que le nommé GATEMA fils de Indabugera et  
de Bazirika (ex) Colline Nyarubuye 20/02/2002  
banco- Chefferie Nyubira

PRÉVENU DE :

indiscipline  
au travail

INFRACTION  
PRÉVUE ET  
PUNIE PAR :

Paraissait s'être rendu coupable de : Yandiga au travail  
1. en 2. 3. 4. 5. pendant 5 jours au mois d'Avril  
1962

faits prévus et punis par art. 48- Dec. 16-3-1922-

T. S. V. P.

art. 48

décret du

16 mars 1922



Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :  
D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— Oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos  
mains, avant le 14 juin la somme de : Vingt Cinq Francs

quittance n° 197 du 14 en date du 14-6-23

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autre-  
ment par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

D. I. remis le ..... au préjudicié .....

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

P.O. P. J.



RUE DA-URUNDI

Territoire de

*Rubungu*

P. V. N°

32

Transmis, le

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

## PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE :

**NTAWUKIRA**

L'an mil neuf cent cinquante, *un* le *vingt troisième* jour  
du mois de *mai*

NOUS,

*BAUPIN. R. J.*

officier de Police judiciaire

à compétence.

*général*

Nous trouvant à

*Rubungu*

Avons constaté que le nommé

*NTAWUKIRA fils de Sumbire +  
co de Nyiramba ngutse pers. collim M/ambaye  
s/ chef Ka Busu Cheffene Mbulu*

PRÉVENU DE :

*indiscipline au  
travail*

Paraissait s'être rendu coupable de :

*Indiscipline au travail*

*1. cet absenté pendant 15 jours pendant  
le mois de avril.  
(plainte collective 6ème)*

INFRACTION  
PRÉVUE ET  
PUNIE PAR :

*art. 48,  
décret du*

*16 mars 1922*

faits prévus et punis par

*art. 48 Dec. 16-3-1922*

T. S. V. P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— oui

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 10 juin la somme de : quarante francs

quittance n° 189 11 en date du 24.5.27

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

D.I. remis le ..... au préjudicié .....

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

P.O.P.J.

*[Signature]*



DA-URUNDI

Territoire de

Ruhengeri

P. V. N° 33

Transmis, le

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O. P. J.

## PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE :

L'an mil neuf cent cinquante,

le

vingt-troisième

jour

du mois de

mai

NOUS,

GAUPEN R. J.

officier de Police judiciaire

à compétence

générale

Nous trouvant à

Ruhengeri

Avons constaté que le nommé

Ntezi Ki fils Nfahambara + et de  
Nirazim + de la colline de Pacaca 3/ chef Nkabanu.  
Chiffre Nkulanu

PRÉVENU DE :

indiscipline  
au travail

Paraissait s'être rendu coupable de :

Indiscipline au travail -

1. est absenté pendant 14 jours pendant 6  
mois d'Avril. (plainte collective étendue)

INFRACTION  
PRÉVUE ET  
PUNIE PAR :

art. 48 décret  
du 16 mars  
1922

faits prévus et punis par

art. 48 Dec. 16-3-1922

T. S. V. P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— OUI

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le 1<sup>er</sup> juin la somme de : quarante francs

quittance n° 211 en date du 26-5-27 X

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

à faire entre nos mains abandon des objets suivants :

qu'il nous a remis;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

.....Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

.....Fr. à titre d'A. F.—quittance n° ..... du .....

D. L. remis le ..... au préjudicié .....

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

P.O. P.J.

*[Signature]*



RUA DA-URUNDI

Territoire de Ntchungen

P. V. N° 36

Transmis, le

à Monsieur l'Officier du Ministère Public,

L'O.P.J.

## PRO=JUSTITIA.

A CHARGE DE : L'an mil neuf cent cinquante, et un le trent et uniesim jour  
du mois de mai

NOUS, Jean B. J. officier de Police judiciaire

à compétence, général

Nous trouvant à Ntchungen

Avons constaté que le nommé RWABUKUMBA, dentiste de la famille  
"umwaga", fil de monsieur Lengakwaga et de Kaushe  
domicile : la colline Mbarungu, 1/4 chef Pwambabwaga  
chiffrier de Ntchungen, territoire de Ntchungen, chef et de la tribu

PRÉVENU DE :

Paraissait s'être rendu coupable de : négligence grave dans son service  
en n'observant de faire au fur et à mesure les  
significations requises dans les registres de la prison  
de Ntchungen

INFRACTION  
PRÉVUE ET  
PUNIE PAR :

faits prévus et punis par l'art 47 des décrets du 16 mars 1952

T. S. V. P.

Le prénommé, interpellé au sujet des faits repris ci-dessus, a répondu comme suit :

D—Reconnaissez-vous les faits mis à votre charge ?

R— *Beni, Monsieur,*

En vertu du prescrit de l'article 3 du décret du 11 juillet 1923, nous invitons le prénommé à verser entre nos mains, avant le *8 jours* la somme de : *cinquante francs*

à titre d'amende transactionnelle pour mettre fin aux poursuites judiciaires, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par Monsieur l'Officier du Ministère Public :

~~à faire entre nos mains abandon des objets suivants :~~

qu'il nous a remis ;

à verser à titre de Dommages et Intérêts la somme de :

Le comparant nous a marqué son accord et nous a versé :

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_

Fr. à titre d'A. F.—quittance n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_

D. I. remis le \_\_\_\_\_ au préjudicié \_\_\_\_\_

En foi de quoi il signe avec nous.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

Le comparant,

*[Signature]*

O. P. J.

*[Signature]*

*Amende  
+ payée*